

Agence de Bordeaux
Les Bureaux du Lac Bâtiment 1
4 rue Théodore Blanc
33520 BRUGES
Tel 05 56 39 05 60
bordeaux@alpes-contrôles.fr

Référence : 330S2438 PGC - PGC 2
Date d'édition : 10/04/2025
Rapport comportant : 53 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 3 ARP

OPERATION
LE TEICH MISE EN ACCESSIBILITE MAISON DE LA NATURE Maison de la Nature du bassin d'Arcachon rue du Port 33470 LE TEICH
Maître d'ouvrage
SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE 33 route de Bayonne 33830 BELIN-BÉLIET

Le coordonnateur SPS
Claire SANOUS



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	24/02/2025	SANOUS Claire	Phase PRO	
02	10/04/2025	SANOUS Claire	Phase PRO	Modification mineure : précision sur les installations de chantier

Diffusion :

Diffusion	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE			
	Madame VIGNERTE Catherine	Maître d'ouvrage	c.vignerte@parc-landes-de-gascogne.fr	
	Ostiole Architecture			
	Madame DABÉ Adeline	Maître d'oeuvre	adeline.dabe@ostiole.fr	

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	1 page
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	18 pages
	ANNEXES	29 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 05/12/2024.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération : LE TEICH MISE EN ACCESSIBILITE MAISON DE LA NATURE

Adresse : Maison de la Nature du bassin d'Arcachon
rue du Port
33470 - LE TEICH

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

Mise aux normes de la maison de la nature
Le Teich

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Autre	Date
Planning projet	
Dossier PRO avec descriptif technique et plans	

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **3 ARP**.

2.3.2 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **3 ARP**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.3 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 4 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 8 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- PROJET
- Début des travaux : Juillet 2025
- La durée d'exécution des travaux est de : 3 mois de travaux

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE	33 route de Bayonne 33830 BELIN-BÉLIET Tel : 05-57-71-99-99
	Madame VIGNERTE Catherine	Tel : 06 18 77 65 53 c.vignerte@parc-landes-de-gascogne.fr
Maître d'oeuvre	Ostiole Architecture	37 rue Lacornée 33000 BORDEAUX
CSPS	Bureau Alpes Controles	4 rue Théodore Blanc 33520 Bruges Tel : 05.56.39.05.60 bordeaux@alpes-controles.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
CARSAT	CARSAT Aquitaine	80 avenue de la Jallière 33053 Bordeaux Cedex Tel : 05 56 11 64 31 prevdir@carsat-aquitaine.fr
DDETS	DREETS GIRONDE	26 rue des Maraîchers Unité départementale de la Gironde 33060 Bordeaux Tel : 05 56 00 08 27 Ddets-uc2@gironde.gouv.fr
OPPBTP	OPPBTP AQUITAINE	9, Avenue Raymond Manaud 33520 Bruges Tel : 05 56 34 03 49 Fax : 05 56 34 42 08 cissct.gironde@oppbtp.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - Gros-Oeuvre		
Lot 02 - Menuiserie - Aménagements PMR		
Lot 03 - Electricité		
Lot 04 - Second Oeuvre		

4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
GO	Gros oeuvre	Lot 01 - Gros-Oeuvre
EL	Electricité courants forts	Lot 03 - Electricité
PB	Plomberie Sanitaire	Lot 04 - Second Oeuvre
MEX	Menuiseries	Lot 02 - Menuiserie - Aménagements PMR
MO	Maîtrise d'Ouvrage	Maître d'ouvrage - SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	Maître d'oeuvre - Ostiole Architecture
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination	Maître d'oeuvre - Ostiole Architecture
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	CSPS - Bureau Alpes Contrôles

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

Par intervention :

Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

Entretien :

- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

5.1	MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)	2
5.1.1	Contraintes d'environnement	2
5.1.1.1	Particularités du site	2
5.1.1.2	Réseaux	3
5.1.1.3	Conditions d'accès au site	3
5.1.1.4	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	3
5.1.1.5	Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	3
5.1.1.6	Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	4
5.1.1.7	Prévention liée à la présence d'amiante	5
5.1.1.8	Prévention liée à la présence de plomb	6
5.1.2	Organisation générale du chantier	7
5.1.2.1	Installations de chantier : Généralités	7
5.1.2.2	Installations de chantier : Base vie	8
5.1.2.3	Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	9
5.1.2.4	Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier	9
5.1.2.5	Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	10
5.1.2.6	Circulations sur le chantier	10
5.1.2.7	Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	11
5.1.2.8	Nettoyage et Gestion des déchets	11
5.1.2.9	Moyens mis en commun	11
5.1.2.10	Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	12
5.1.3	Consignes communes à toutes les entreprises	13
5.1.3.1	Protections collectives	13
5.1.3.2	Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises	14
5.2	MESURES DE PREVENTION PAR PHASE	16
5.2.1	Phase Préparation	16
5.2.2	Phase Travaux	17
5.3	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	18
5.3.1	Affichage « En cas d'accident »	18

5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

5.1.1 Contraintes d'environnement

5.1.1.1 Particularités du site

Site de type

Touristique



Voies de circulation

Noms des voies de circulation : Rue du Port, 33470 Le Teich

5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr		
Déclaration de projet de travaux (DT) Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires : Transmise par le Maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	MO	MO
Déclarations d'Intention de Commencements de Travaux (DICT) Les différentes Déclarations d'Intentions de Commencements de Travaux seront adressées, en temps opportun aux différents services concessionnaires et services techniques municipaux. Le rappel des consignes de l'encadrement aux intervenants chantier devra être formalisé.	EC	EC

5.1.1.3 Conditions d'accès au site	Installation	Entretien
Horaires d'accès au chantier Dans le cas d'horaires postés, information obligatoire à transmettre au coordonnateur	EC	EC
Voie d'accès au chantier ➤ Voies existantes d'accès : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non • Localisations : Rue du Port, Le Teich		
Parkings ➤ Véhicules chantier : • Autorisés dans l'enceinte du chantier, sur plate-forme aménagée à cet effet ➤ Véhicules personnels : • Interdits dans l'enceinte du chantier, sauf au titre temporaire de déchargement de matériaux ou matériel • Uniquement sur parking public	GO EC	GO EC

5.1.1.4 Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	Installation	Entretien
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Autorisation de voirie à demander aux services de voirie de la mairie, du département ➤ Modification temporaire des voies de circulation, au vu des largeurs actuelles de celles-ci, et aménagements à envisager, dans le cadre du chantier ➤ Information des usagers ➤ Mise en œuvre préalable d'une signalisation routière, temporaire de chantier (panneaux, feux) ➤ Emprise d'une zone de chantier (stockage, bennes, bungalows) ➤ Emprise à prévoir pour modification de trottoir et de voirie, de circulations véhicules et piétons pour la réalisation des travaux 	EC	EC

5.1.1.5 Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

5.1.1.6 Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	Installation	Entretien
<p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Type d'activités : Etablissement recevant du public</p> <p>Contraintes d'activités</p> <p>Consignes et organisation de sécurité propres à l'établissement transmises lors de l'inspection commune réalisée avec le chef d'établissement</p> <p>Les contraintes liées à l'activité du site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Information préalable aux interventions : L'établissement restera pendant toute la durée du chantier en activité. Toute coupure de fluides de quelque nature que ce soit, ou intervention risquant de produire des nuisances sonores, vibratoires ou de circulations internes ou externes devra impérativement faire l'objet d'une information préalable, et d'un accord écrit du Maître d'ouvrage, ou par l'intermédiaire des comptes rendus de réunions hebdomadaires de chantier. ➤ Horaires spécifiques ➤ Organisation des circulations ➤ Délimitation des zones de travaux ou à risques particuliers ➤ Consignes de sécurité propre à l'établissement ➤ Croisement de flux ➤ Fléchage des nouveaux parcours et accès utilisateurs ➤ Délimitations provisoires de zones de chantier ➤ Accès des véhicules et approvisionnements ➤ Conservation et balisage des issues de secours 		

5.1.1.7 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
<p>Pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997, un rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97 doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC.</p> <p>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti / avant démolition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A été réalisé le : 21/01/2025 - Par la société : Atlantic Contrôle - Il porte la référence : FH2121A25B <p>Conclusion du diagnostic amiante :</p> <p>Présence de matériaux contenant de l'amiante : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Voir le rapport de repérage des produits et matériaux contenant de l'amiante joint en annexe.</p>	MO	
<p>Qualification des intervenants</p> <p>Tous les intervenants susceptibles d'être au contact avec des produits amiantés, tant intervenant de chantier qu'encadrement, doivent être en possession d'une attestation de compétence délivrée suite à une formation dispensée par un organisme certifié.</p>	DESAM EC	
<p>Méthodologie de travaux</p> <p>Les travaux, après décision du maître d'ouvrage, seront réalisés en sous-section 4 ou en sous-section 3</p> <p>Eléments à fournir et dispositions à prendre : se référer au chapitre « Mesures par phase ».</p> <p>Dans le cas de la sous-section 3, ces travaux sur des matériaux contenant de l'amiante feront l'objet d'un plan de retrait ou d'encapsulage réalisé par l'entreprise de désamiantage, soumis à l'avis de l'inspection du travail. Cet organisme dispose d'un délai incompressible de 30 jours pour émettre son avis. Durant ce délai de carence, aucune activité sur le chantier ne doit être réalisée.</p>	MO DESAM DESAM	DESAM DESAM
<p>Mesures de prévention spécifiques</p> <p>Dans le cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, au cours de démolition d'ouvrages non démontables pour le diagnostic, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux.</p>	TCE	

5.1.1.8 Prévention liée à la présence de plomb	Installation	Entretien				
<p>Selon la directive de la DIRECCTE CENTRE de mars 2014 le Diagnostic plomb avant travaux est obligatoire dans les conditions suivantes :</p> <p>La date de construction des bâtiments impactés par les travaux et la nature des travaux imposent le diagnostic plomb selon le tableau suivant.</p> <div style="text-align: center;"> <p>→ 1949 → 1974 → 1994 →</p> <table border="1"> <tr> <td style="background-color: #f4a460;">Sur toutes les unités de diagnostic impactées par les travaux</td> <td style="background-color: #46bdc6;">Uniquement sur : • les supports métalliques peints, • les unités de diagnostic impactées par les travaux destructifs</td> <td style="background-color: #a6d9a6;">Uniquement sur les unités de diagnostic impactées par les travaux destructifs</td> <td style="background-color: #f4a460;">Le diagnostic n'est pas nécessaire</td> </tr> </table> </div> <p>RAPPORT DE DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>	Sur toutes les unités de diagnostic impactées par les travaux	Uniquement sur : • les supports métalliques peints, • les unités de diagnostic impactées par les travaux destructifs	Uniquement sur les unités de diagnostic impactées par les travaux destructifs	Le diagnostic n'est pas nécessaire	MO	
Sur toutes les unités de diagnostic impactées par les travaux	Uniquement sur : • les supports métalliques peints, • les unités de diagnostic impactées par les travaux destructifs	Uniquement sur les unités de diagnostic impactées par les travaux destructifs	Le diagnostic n'est pas nécessaire			

5.1.2 Organisation générale du chantier

5.1.2.1 Installations de chantier : Généralités	Installation	Entretien
<u>Panneau de chantier</u>		
Mise en place d'un panneau réglementaire incluant l'ensemble des intervenants du chantier et leurs coordonnées suivant CCTP	GO	GO
<u>Plan d'Installation de Chantier (PIC)</u>		
<p>➤ Le Plan d'Installation de Chantier sera à soumettre pour visa au Maître d'œuvre et avis au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier, sur la base du projet précité.</p> <p>Le Plan doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installations générales de chantier • Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires répartis sur toute la surface du chantier), • Parkings des véhicules personnels • Parkings véhicules chantier • Zone containers et bungalows entreprises • Voies de circulation • Position des clôtures de chantier, du portail d'accès • Position de la signalisation de chantier : extérieure, intérieure • Emplacement du/des poste/s de préfabrication • Emplacement des aires de stockage : • Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets • Position de l'armoire principale de l'installation électrique • Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS <p>➤ Diffusé à chaque mise à jour à tous les intervenants, avec affichage dans les bureaux de chantier.</p>	GO	GO MOE
	GO	GO

5.1.2.2 Installations de chantier : Base vie	Installation	Entretien
<u>Locaux communs à toutes les entreprises</u>		
<p>➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier.</p> <p>➤ La maîtrise d'ouvrage met à disposition un espace au premier étage d'un bâtiment (Zone E – git – restaurant pédagogique). Cet espace comprend 3 chambres avec un lavabo, pouvant servir de vestiaire et de sale de réfectoire, d'un WC et d'une douche.</p> <p><u>Ces locaux devront comprendre :</u></p> <p>➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes (chantier > 4 mois), <u>OU</u> minimum 1 cabinet chimique pour 10 personnes (chantier < 4 mois), • 1 lavabo pour 10 personnes, • 1 douche pour 8 personnes (travaux salissants, démolition) • 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un wc et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base <p>➤ Cantonnements pour vestiaires et réfectoires pour Tous Corps d'Etats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vestiaires : 1,25m² + 1 armoire par salarié • Réfectoire : 1, 50m² par salarié + équipements adaptés • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un vestiaire spécifique devra être installé en plus de l'installation de base <p>➤ Salle de réunion de chantier éclairée, chauffée et aérée, conforme au CCTP</p> <p>OU locaux dans l'existant respectant les mêmes prescriptions, après accord préalable du maître d'ouvrage et prise en compte des remises en état en fin de chantier.</p>	MO	MO
<p>➤ Tous les cheminements piétons praticables par tous les temps et sécurisés, à l'ensemble des cantonnements précités devront être prévus.</p> <p>➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée.</p> <p>➤ Coûts exploitation (Consommables)</p>	GO	GO
	EC	EC
	GO	GO

5.1.2.3 Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage		Installation	Entretien
<u>Clôture de chantier</u>			
➤ Mise en place d'une clôture provisoire de chantier, avec portails d'accès, y compris toutes plates formes de base vie : <ul style="list-style-type: none"> Type de clôture : Suivant CCTP et/ou CCAP Localisation : En bordure de voirie et en périphérie du projet 		GO	GO
<u>Signalisation et Balisage</u>			
➤ Signalisation à l'extérieur du site : <ul style="list-style-type: none"> Entrée / Sortie de chantier, dans chaque sens de la circulation en signalisation d'approche et de positionnement Fléchage du chantier 		GO EC	GO EC
➤ Signalisation au droit des clôtures : <ul style="list-style-type: none"> Panneaux « Chantier interdit au public » : aux accès et en bordure de voirie Panneaux « Sortie de camions » : aux accès du site 		GO EC	GO EC
➤ Autres éléments de signalisation : <ul style="list-style-type: none"> Une signalisation et un balisage pour la mise en sécurité des travailleurs doit être mise en place Marquage au sol provisoire pour passage(s) protégé(s) pour piétons (pour les travailleurs du chantier) Balisage de toute zone de stockage ou de points singuliers avec risques 		GO EC	GO EC

5.1.2.4 Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier
<u>Bureau de trafic et de contrôle d'accès</u>
Prévu par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<u>Gardiennage du chantier</u>
Prévu par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

5.1.2.5 Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)		Installation	Entretien
<u>Installation électrique de chantier</u>			
➤ Source : Existant		EL	EL
➤ Coffrets de chantier : répartis aux différents niveaux distribués depuis les colonnes montantes des cages d'escaliers et ne nécessitant pas l'utilisation de rallonge de plus de 25 m pour les différents travaux.		EL	EL
Aucune rallonge défectueuse ou équipement portatif défectueux ne sera tolérée sur le chantier. Dans le cas contraire, ceux-ci seront automatiquement mis au rebut.		TCE	TCE
<u>Eclairage provisoire</u>			
➤ Utilisation de l'éclairage extérieur existant		TCE	TCE
➤ L'ensemble des travaux doit être réalisé dans des conditions d'éclairage suffisantes. Pour les besoins du chantier et pour certaines interventions il sera obligatoirement réalisé un éclairage temporaire d'appoint.		TCE	TCE
<u>Vérification de conformité :</u>			
➤ Les installations électriques et l'éclairage de chantier devront être vérifiés par un organisme agréé ou par une personne habilitée avant toute mise en service. Les réserves éventuelles devront impérativement être levées par le chef d'entreprise du lot concerné avant toute utilisation.		GO EL	GO EL
<u>Estimation du besoin de puissance :</u>			
➤ Chaque entreprise devra indiquer pendant la période de préparation de chantier ses besoins en puissance électrique pour la réalisation de ses travaux. L'absence d'information vaudra acceptation des puissances disponibles mises en œuvre par l'entreprise en charge de cette installation, sur la base des informations recueillies dans les pièces écrites.		EC	EC

5.1.2.6 Circulations sur le chantier		Installation	Entretien
<u>Circulations horizontales</u>			
➤ Les circulations à l'intérieur des bâtiments seront aménagées de manière à : <ul style="list-style-type: none"> • Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied. • Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel. 		GO	GO
➤ Mise en place de passerelle réglementaire disposant de garde-corps et fixée de chaque côté du passage à franchir.			
<u>Circulations verticales</u>			
➤ Echelles d'accès ponctuels et réglementaires Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied • Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre • Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté) Une échelle n'est pas un poste de travail		EC	EC

5.1.2.7 Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Les localisations et les emprises exactes des zones de stockage ou d'entreposage, seront étudiées avec le MOE et le CSPS en phase de préparation, sur proposition de chaque entreprise.	TCE	TCE
➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée.	TCE	TCE
➤ Après recensement auprès des entreprises, le Plan d'Installation de Chantier devra être complété en phase de préparation.	GO	GO
➤ Les aménagements nécessaires à la réalisation de ces zones/aires et leurs libérations devront être effectués de façon à permettre le stockage ou l'entreposage évitant tout renversement de ceux-ci.	GO	GO
➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement.	EC	EC
➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres.	TCE	TCE

5.1.2.8 Nettoyage et Gestion des déchets	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<u>Nettoyage de chantier</u>		
Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des <u>TRAVAUX</u> .	EC	EC
Chaque entreprise DOIT impérativement débarrasser ses propres déchets de chantier, au fur et à mesure de leurs productions.	EC	EC
<u>Conditions de stockage, d'élimination et d'évacuation des déchets</u>		
➤ Mise en place de bennes ou de containers avec signalétique suivant le type de déchets. <ul style="list-style-type: none"> • Localisation : au plus proche des accès • Gestion des rotations, y compris frais de Centre de Tri et de décharges 	EC	EC

5.1.2.9 Moyens mis en commun
➤ Aucun moyen en commun connu ce jour par le CSPS

5.1.2.10 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	Installation	Entretien
Consignes – Services d'urgences ➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie Fiche d'appel des secours en annexe	GO TCE	GO TCE
Mesures d'évacuation ➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée.	TCE	TCE
Déclaration d'accident ➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.	TCE	TCE
Orientation des secours ➤ Maintien du balisage d'identification des bâtiments existants ➤ Prendre connaissance du PRS (points de rencontre avec les secours) du site	TCE TCE	TCE TCE
Mesures de secours et de communication sur le site ➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours ➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone toujours accessible sur le chantier. ➤ Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol jusqu'à la fin du chantier + inspection mensuelle + maintenance annuelle) d'extincteurs portatifs dans ou à proximité immédiate des locaux où sont stockés ou utilisés des produits inflammables.	TCE TCE GO	TCE TCE GO
Secouriste ➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier.	TCE	TCE

5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

5.1.3.1 Protections collectives

Note préliminaire :

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

Chacune d'entre elles est à la **charge d'une entreprise définie**, celle-ci assure sa mise en œuvre, sa maintenance, son retrait.

Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :

- Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitives de l'ascenseur par exemple)
- Après suppression du risque en cours de chantier
- Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective : respecter la procédure **ci-après**.

Retrait provisoire d'une protection collective :

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui, pour l'exécution de sa tâche, doit momentanément modifier une protection collective, **doit obligatoirement** :

- Dispositions préalables :
 - Informer préalablement le Coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre
 - Justifier le retrait de la protection collective en place par l'impossibilité d'exécuter sa tâche par quelque moyen que ce soit
 - Proposer la mise en œuvre d'une autre protection collective d'un niveau équivalent
 - Indiquer les éventuels moyens de protection individuelle à adopter temporairement, ou pendant toute la durée de la tâche, pour son personnel ainsi que pour celui d'autres entreprises éventuellement
- Méthodologie :
 - Mettre en œuvre la nouvelle protection collective
 - Déposer la précédente
 - Maintenir pendant toute sa durée d'intervention la nouvelle protection mise en œuvre
 - Réaliser son intervention
 - Remettre en œuvre l'ancienne protection collective
 - Déposer la protection remplaçante

Autres protections collectives :

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

Règles de responsabilité des protections collectives :

	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)

5.1.3.2 Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises

Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :

Procéder avec le CSPS à une inspection commune :

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé) simplifié, dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
 - un projet de PPSPS simplifié décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
 - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

Rédiger et Transmettre son PPSPS simplifié ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS simplifié, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS simplifié toutes les fiches de données de sécurité (fds) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS simplifié pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS simplifié initial.

Transmettre le PGC et son PPSPS simplifié à son sous-traitant éventuel :

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS simplifié de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.

Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
 - Des mesures SPS contenues dans le PGC
 - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS simplifié de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

Travaux :

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.

5.2 MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS simplifié les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

5.2.1 Phase Préparation

<u>Phase préparation</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Risques électriques</i>		
➤ Etablissement des DICT auprès de tous les services concessionnaires	EC	EC
➤ Contrôle des installations électriques de chantier, y compris des bases vie	GO et EL	GO et EL
➤ Consultation des plans de récolement, repérage et demande de neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre	D	D
➤ Consignation ou neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre	EL	EL
<i>Risques de chute</i>		
➤ Balisage des fouilles suivant besoins et passerelles de franchissement sécurisées	GO	GO

5.2.2 Phase Travaux

Co activité : Gros œuvre ; Menuiseries – Aménagement PMR ; Electricité ; Second-Oeuvre

Phase Travaux	Installation	Entretien
Risques de chute <ul style="list-style-type: none"> ➤ Balisage en retrait des fouilles ouvertes ➤ Passerelles de franchissement sécurisées des fouilles ouvertes ➤ Utilisation de plateforme sécurisée pour toute intervention en hauteur ➤ Surveillance accrue pour les enlèvements des déchets et de leur évacuation, afin d'éviter toute circulation encombrée et notamment dans les escaliers 	EC EC TCE TCE	EC EC TCE TCE
Risques liés à l'évolution des engins <ul style="list-style-type: none"> ➤ Matériel conforme et contrôlé, notamment avec signal sonore de recul en parfait état de fonctionnement ➤ Guidage par homme trafic suivant besoins et délimitation des zones d'évolution des engins ➤ Veille à la bonne application des consignes de sécurité pour les travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées ➤ Interdiction de circuler avec les engins à proximité des tranchées réalisées ou tête de talus 	EC EC EC EC	EC EC EC EC
Risques d'écrasement et de chute de matériels <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'auvents métalliques provisoires au droit des entrées pour les travaux en surplomb générant un risque ➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel ➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation ➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol 	EC EC EC EC	EC EC EC EC
Risques d'incendie <ul style="list-style-type: none"> ➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux. ➤ Les éléments inflammables sont à éloigner ou à protéger. 	EC	EC
Risques de brûlures <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'écrans dans le cas de proximité avec d'autres corps d'états 	EC	EC
Risques d'intoxication, d'explosion <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ventilation des locaux et interdiction de fumer si l'on utilise des solvants 	EC	EC
Risques de blessures, émission de poussières <ul style="list-style-type: none"> ➤ Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. ➤ Privilégier le captage à la source 	EC	EC

5.3.1 Affichage « En cas d'accident »



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

1 Ici chantier Maison de la Nature du Bassin d'Arcachon

À (commune ou arrondissement) **LE TEICH (33470)**

N° Rue **Rue du Port**

En face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



ANNEXES

- Annexe 1 : Diagnostic Amiante Avant Travaux (27 pages)

ANNEXE 1

Diagnostic Amiante Avant Travaux

DOSSIER DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES

Référence : FH21A25B

Mission réalisée le 21/01/2025



PROPRIÉTAIRE

PARC NATUREL
DES LANDES DE GASCOGNE
32 route de Bayonne
33830 BELIN-BÉLIET


BIEN CONCERNÉ

Bâtiments
Réserve Ornithologique
Maison de la Nature du Teich
rue du Port
33470 LE TEICH

SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS

*Ce document ne peut être annexé seul à un acte authentique et ne peut se substituer aux rapports de diagnostics originaux.
La présente note de synthèse ne dispense pas la lecture complète des rapports qui composent le DDT.*

INFORMATIONS GÉNÉRALES		DOSSIER N° FH21A25B	
Type de bien :	Bâtiments	Réf. cadastrale(s) :	NC
Adresse :	rue du Port	Date de construction :	Non communiquée
	Réserve Ornithologique	Date d'intervention :	21/01/2025
	Maison de la Nature du Teich		
	33470 LE TEICH		

	CONSTAT AMIANTE
	Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériau et produit contenant de l'amiante.

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux


Arrêté du 16/07/2019

R. 4412-97 à R. 4412-97-6 du Code du Travail issu du décret 2017-899 du 9 mai 2017 modifié par le décret 2019-251 du 27 mars 2019 Norme NF X 46-020 d'août 2017



Numéro de rapport	FH21A25B A
Propriétaire	PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE
Donneur d'ordre	PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE
Adresse de l'immeuble	Réserve Ornithologique - Maison de la Nature du Teich rue du Port 33470 LE TEICH
Bâtiment ou installation	Bâtiments
Date de la commande	21/01/2025
La ou le(s) date(s) d'exécution du repérage	21/01/2025
Date d'émission du rapport de repérage	27/01/2025
Référence du programme de travaux défini par le donneur d'ordre	

Signataire du rapport

Signature et Visa	Opérateur de repérage :
 ATLANTIC CONTROLE 50 Rue Chapelet 64200 BIARRITZ Tél. 05 59 52 20 93 Fax 05 59 42 65 65	HENRY Frédéric ATLANTIC CONTROLE Le 27/01/2025

Conclusions

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériau et produit contenant de l'amiante.



Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante repérés

Néant

Exclusions

Néant



SOMMAIRE

SIGNATAIRE DU RAPPORT	1
CONCLUSIONS.....	1
DESCRIPTION DE LA MISSION	4
OBJET DE LA MISSION :	4
IDENTIFICATION COMPLETE DES DIFFERENTS INTERVENANTS ET PARTIES PRENANTES :	4
IDENTIFICATION COMPLETE DE L'IMMEUBLE CONCERNE :	4
IDENTIFICATION DU BATIMENT CONCERNE :	4
PROGRAMME DE TRAVAUX.....	4
CADRE DE LA MISSION DE REPERAGE.....	5
PERIMETRE DU REPERAGE : LOCAUX ET PARTIES D'IMMEUBLES CONCERNES (ZONE D'INTERVENTION) :	5
PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES / LOCAUX A INVESTIGUER	5
PROGRAMME DE REPERAGE	5
RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES	5
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	5
DATES ET NATURE DES VISITES SUR SITE	5
ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR CONFORMEMENT AUX PRESCRIPTIONS DE LA NORME NF X 46-020	5
CONDITIONS D'INACCESSIBILITE OU D'IMPOSSIBILITE DE REALISER DES INVESTIGATIONS APPROFONDIES	5
RESULTATS DU REPERAGE.....	6
RESULTATS DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE :	6
LISTE DES MATERIAUX ET PRODUITS REPERES.....	6
RAPPEL DES OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE CONCERNE PAR LA MISSION DE REPERAGE	6
ANNEXE : FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION.....	7
ANNEXE : PLANS ET/OU CROQUIS	11
ANNEXE : PROCES VERBAUX D'ANALYSE.....	15



1 Description de la mission

1.1 Objet de la mission :

Le repérage de l'amiante avant travaux dans les immeubles bâtis, défini à l'article R. 4412-97 du code du travail, consiste à rechercher, identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante susceptibles d'être affectés directement ou indirectement par les travaux et interventions visés à l'article R. 4412-94 du code du travail et définis par le donneur d'ordre.

Références de l'ordre de mission : **FH21A25B**

1.2 Identification complète des différents intervenants et parties prenantes :

Propriétaire de l'immeuble :	PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE
Demeurant :	32 route de Bayonne 33830 BELIN-BÉLIET
Représenté par :	Madame VIGNERTE Catherine
Commanditaire du repérage :	PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE
Opérateur ayant réalisé le repérage :	Monsieur HENRY Frédéric
Nom et adresse de l'entreprise :	ATLANTIC CONTROLE siège : 50, rue Chapelet 64200 BIARRITZ
N° de Siret :	43010097400061
RCP-compagnie-n° de police :	AXA France IARD - 11084297004

1.3 Identification complète de l'immeuble concerné :

Dénomination :	Réserve Ornithologique - Maison de la Nature du Teich
Adresse complète :	rue du Port 33470 LE TEICH
Référence Cadastre :	NC

1.4 Identification du Bâtiment concerné :

Date du PC ou date de construction :	Permis de Construire : Antérieur au 1 juillet 1997	Construction : Non communiquée
Fonction principale du bâtiment :	Bâtiments	
Autre renseignement permettant d'identifier avec certitude le bâtiment concerné :		

2 Programme de Travaux

Le programme de travaux envisagé par le Donneur d'Ordre prévoit :

Intitulé
Travaux sur les sols au niveau des entrées du Bâtiment administratif-Réfectoire
Travaux de mise aux normes PMR des chambres 1.1 et 3.1 des bâtiments Les Canards et Les Echassiers



3 Cadre de la mission de repérage

3.1 Périmètre du repérage : locaux et parties d'immeubles concernés (zone d'intervention) :

Parties d'immeuble concernées / Locaux à investiguer

Parties d'immeuble concernées ou Locaux à investiguer	N° du local
Hall bâtiment principal	1
Réfectoire bâtiment principal	2
Salle d'eau/WC Chambre 3.1 - Bâtiment Echassiers	3
Salle d'eau/WC Chambre 1.1 - Bâtiment Canards	4
Rangement - Bâtiment Canards	5

Programme de repérage

Liste des composants et parties de composants à inspecter découlant du programme des travaux, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019 :

Pour information : tout élément de la construction en contact avec un matériau ou produit contenant de l'amiante est susceptible d'être pollué. Cependant, les "matériaux et produits pollués" n'entrent pas dans le champ d'application de notre mission de repérage.

En effet, comme indiqué ci-dessus la mission de recherche se rapporte aux matériaux manufacturés dans lesquelles l'amiante a été ajouté à la fabrication ou lors de la mise en œuvre (liste de produits amianté, ED 1475, INRS) ou aux matériaux naturels tels que les granulats et n'inclut pas les traces d'amiante résiduel et les contaminations." (Extrait note DGT du 05-12-217).

En outre, dans cette note du 5 décembre 2017 destinée à l'ensemble des services de l'Inspection du Travail, la Direction Générale du Travail (DGT) précise que le champ réglementaire des interventions de type "sous-section 4" couvre "toute intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante". Sont notamment intégrés dans cette définition "les travaux portant sur des matériaux, équipements, matériels ou articles contaminés par des poussières d'amiante".

La DGT cite en exemple "la dépose manuelle et sous humidification d'un isolant situé sous toiture qui a été pollué par des fibres d'amiante émises par la couverture en fibrociment". Elle précise que "peu importe que le donneur d'ordre ait prévu d'en déposer une partie seulement ou la totalité". Ces travaux ne peuvent être aucunement qualifiés d'intervention de type "sous-section 3".

3.2 Rapports précédemment réalisés

Néant

4 Conditions de réalisation du repérage

4.1 Dates et Nature des visites sur site

Néant

4.2 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur Conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020

NEANT

4.3 Conditions d'inaccessibilité ou d'impossibilité de réaliser des investigations approfondies

Néant



5 Résultats du repérage

5.1 Résultats de l'Analyse Documentaire :

Titre	
Programme de travaux	

5.2 Liste des matériaux et produits repérés

Local	Zone	Élément	Matériau / Produit	Critère(s) ayant permis de conclure	Présence d'amiante (oui/non)	Estimation de la quantité
Hall bâtiment principal	Sol	Plancher Tapis d'entrée	Chappe	Résultat d'analyse (P008)	Non	
Réfectoire bâtiment principal	Sol	Plancher Tapis d'entrée	Colle de carrelage+chappe	Résultat d'analyse (P007)	Non	
Salle d'eau/WC Chambre 3.1 - Bâtiment Echassiers	Sol	Plancher	Colle de carrelage	Résultat d'analyse (P001)	Non	
		Murs	Colle de faïence	Résultat d'analyse (P002)	Non	
Salle d'eau/WC Chambre 1.1 - Bâtiment Canards	Sol	Plancher	Colle de carrelage	Résultat d'analyse (P003)	Non	
		Murs	Colle de faïence	Résultat d'analyse (P004)	Non	
Rangement - Bâtiment Canards	Sol	Plancher	Ragréage+colle revêtement plastique	Résultat d'analyse (P005)	Non	
		Murs et plafonds	Enduit de jointoiement de bandes entre plaques de plâtre	Résultat d'analyse (P006)	Non	

Commentaire :

Néant

5.3 Rappel des obligations du propriétaire concerné par la mission de repérage

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante – parties privatives » (DAPP) prévu à l'article R. 1334-29-4 I du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante. Il communique ce rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.



ANNEXE : Fiches d'identification et de cotation
PRELEVEMENT : P001

Emplacement :



Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE	FH21A25B	Salle d'eau/WC Chambre 3.1 - Bâtiment Echassiers Plancher - Sol
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
HENRY Frédéric	21/01/2025	Colle de carrelage
Résultat amiante		
Absence d'amiante		

PRELEVEMENT : P002

Emplacement :



Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE	FH21A25B	Salle d'eau/WC Chambre 3.1 - Bâtiment Echassiers Murs
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
HENRY Frédéric	21/01/2025	Colle de faïence
Résultat amiante		
Absence d'amiante		




PRELEVEMENT : P003		
Emplacement :		
		
Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE	FH21A25B	Salle d'eau/WC Chambre 1.1 - Bâtiment Canards Plancher - Sol
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
HENRY Frédéric	21/01/2025	Colle de carrelage
Résultat amiante		
Absence d'amiante		

PRELEVEMENT : P004		
Emplacement :		
		
Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE	FH21A25B	Salle d'eau/WC Chambre 1.1 - Bâtiment Canards Murs
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
HENRY Frédéric	21/01/2025	Colle de faïence
Résultat amiante		
Absence d'amiante		


PRELEVEMENT : P005		
Emplacement :		
		
Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE	FH21A25B	Rangement - Bâtiment Canards Plancher - Sol
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
HENRY Frédéric	21/01/2025	Ragréage+colle revêtement plastique
Résultat amiante		
Absence d'amiante		



PRELEVEMENT : P006		
Emplacement :		
		
Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE	FH21A25B	Rangement - Bâtiment Canards Murs et plafonds
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
HENRY Frédéric	21/01/2025	Enduit de jointoiement de bandes entre plaques de plâtre
Résultat amiante		
Absence d'amiante		

PRELEVEMENT : P007		
Emplacement :		
		
Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE	FH21A25B	Réfectoire bâtiment principal Plancher Tapis d'entrée - Sol
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
HENRY Frédéric	21/01/2025	Colle de carrelage+chappe
Résultat amiante		
Absence d'amiante		



PRELEVEMENT : P008		
Emplacement :		
		
Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE	FH21A25B	Hall bâtiment principal Plancher Tapis d'entrée - Sol
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
HENRY Frédéric	21/01/2025	Chappe
Résultat amiante		
Absence d'amiante		



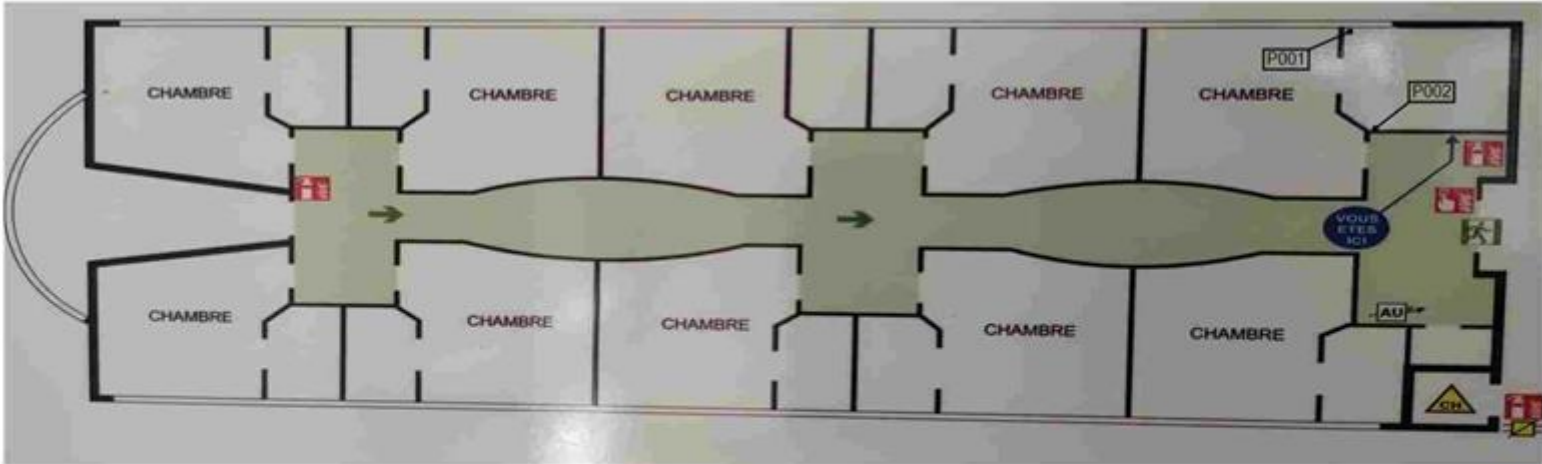
ANNEXE : Plans et/ou Croquis




Client :	PARC NATUREL DES
N° dossier :	FH21A25B
N° planche :	1/3 Versio 0
Type :	Croquis
Date :	27/01/2025
Intervenant :	HENRY Frédéric
Origine du plan :	Cabinet de diagnostics
Titre :	BATIMENT LES
Adresse :	Réserve Ornithologique - Maison de la Nature du Teich
Bât.- Niv. - Lot :	
Commentaire :	

Légende :

Plan de masse :



P001 = Plancher - Colle de carrelage N.A
P002 = Murs - Colle de faïence N.A

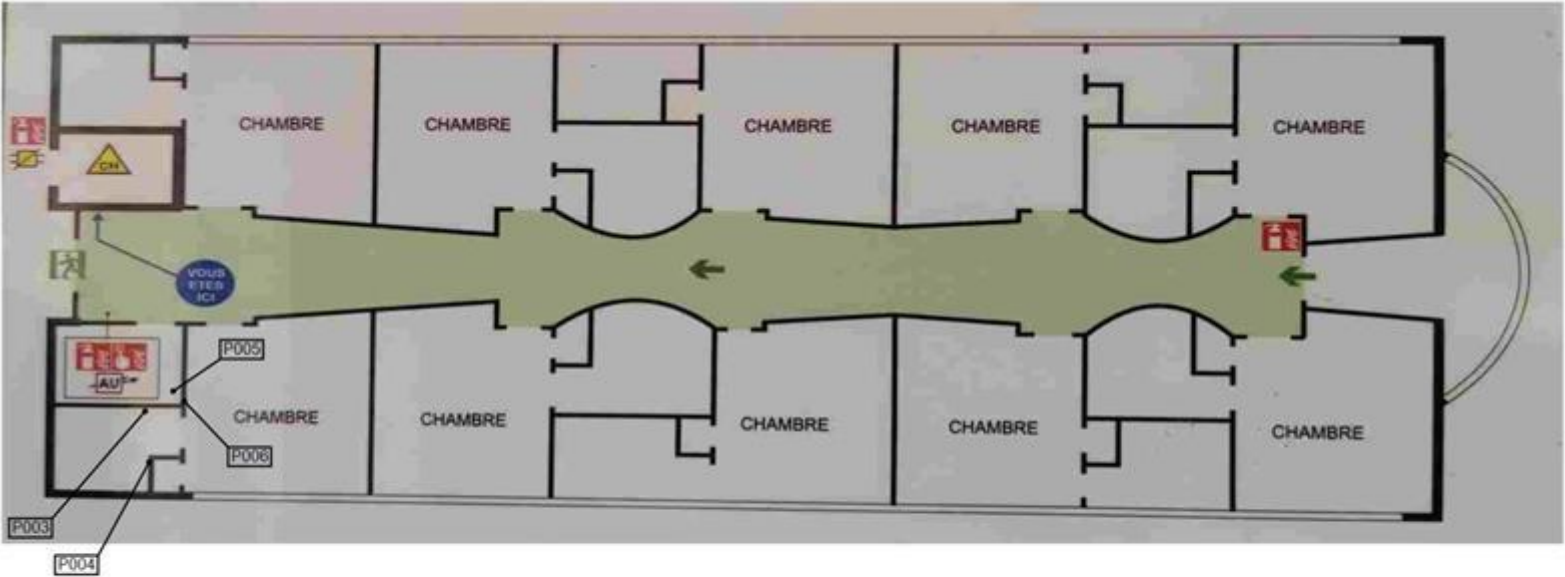
LEGENDE
NA : Matériaux non amiantés
 : Matériaux amiantés
P00X : Localisation prélèvement



Client :	PARC NATUREL DES
N° dossier :	FH21A25B
N° planche :	2/3 Versio 0
Type :	Croquis
Date :	27/01/2025
Intervenant :	HENRY Frédéric
Origine du plan :	Cabinet de diagnostics
Titre :	BATIMENT LES CANARDS
Adresse :	Réserve Ornithologique - Maison de la Nature du Teich
Bât.- Niv. - Lot :	
Commentaire :	


Légende :

Plan de masse :



- P003 = Plancher - Colle de carrelage N.A
- P004 = Murs - Colle de faïence N.A
- P005 = Plancher - Ragréage+colle revêtement plastique N.A
- P006 = Murs et plafonds - Enduit de jointolement de bandes entre plaques de plâtre N.A

LEGENDE

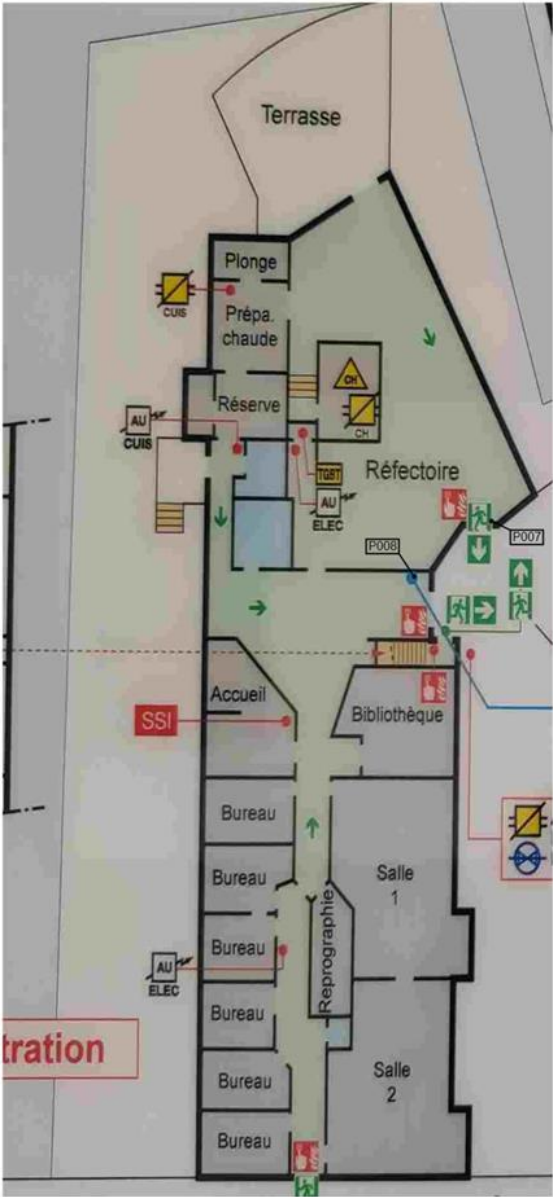
- NA : Matériaux non amiantés
-  : Matériaux amiantés
- P00X : Localisation prélèvement



Client :	PARC NATUREL DES
N° dossier :	FH21A25B
N° planche :	3/3 Versio 0
Type :	Croquis
Date :	27/01/2025
Intervenant :	HENRY Frédéric
Origine du plan :	Cabinet de diagnostics
Titre :	ADMINISTRATION-
Adresse :	Réserve Ornithologique - Maison de la Nature du Teich
Bât.- Niv. - Lot :	
Commentaire :	

Légende :

Plan de masse :



P007 = Plancher Tapis d'entrée - Colle de carrelage+chappe N.A
P008 = Plancher Tapis d'entrée - Chappe N.A

LEGENDE
NA : Matériaux non amiantés
 : Matériaux amiantés
 : Localisation prélèvement



ANNEXE : Procès verbaux d'analyse
PV_00720250101478146

Eurofins Analyses Pour Le Batiment Sud-Ouest SAS

SOC D'EXPERTISE DU SUD OUEST
Monsieur Laurent DELAYRE
411 Bd Antoine Lacaze
40000 MONT-DE-MARSAN

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-KC-004111-01 Date d'émission de rapport : 23/01/2025 2:25 Page 1/4
Dossier N° : 25K001932 Date de réception : 21/01/2025 Date d'analyse : 22/01/2025
Référence dossier Client:
FH21A25B A - Réserve Ornithologique - Maison de la Nature du Teich rue du Port 33470 LE TEICH - PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
001	P001-Salle d'eau/WC Chambre 3.1 - Bâtiment Echassiers - Sol - Plancher - Colle de carrelage	Matériau dur de type carrelage, faïence (gris) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	MET / CF6U *	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
002	P002-Salle d'eau/WC Chambre 3.1 - Bâtiment Echassiers - Murs - Colle de faïence	Matériau dur de type carrelage, faïence (blanc) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) ; matériau souple fibreux de type papier, carton (marron) ; matériau semi-dur de type plâtre (blanc)	MET / CF6U *	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
		Matériau souple fibreux de type papier, carton (marron)	MOLP / Z2J2 *	2 / 2 *	- *	Fibres d'amiante non détectées *
		Matériau semi-dur de type plâtre (blanc)(i)	MET / CF6U *	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 4 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Ouest
4 Chemin des Maures, CS 60134
33172 Gradignan, FRANCE
Tél: +33388916531; +33 (0) 5 57 96 41 20 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>
S.A.S. au capital de 961 600 € RCS Bordeaux SIRET 795 147 487 00032 TVA FR43 795 147 487 APE 7120B

ACCREDITATION N°
1- 5840
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-KC-004111-01 Date d'émission de rapport : 23/01/2025 2:25 Page 2/4
 Dossier N° : 25K001932 Date de réception : 21/01/2025 Date d'analyse : 22/01/2025
 Référence dossier Client:
 FH21A25B A - Réserve Ornithologique - Maison de la Nature du Teich rue du Port 33470 LE TEICH - PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
003	P003-Salle d'eau/WC Chambre 1.1 - Bâtiment Canards - Sol - Plancher - Colle de carrelage	Matériau dur de type carrelage, faïence (marron) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) (foncé) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (gris) (clair)	MET / CF6U *	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
004	P004-Salle d'eau/WC Chambre 1.1 - Bâtiment Canards - - Murs - Colle de faïence	Matériau dur de type carrelage, faïence (blanc) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) ; matériau semi-dur de type plâtre (blanc) + (bleu) ; matériau de type peinture (beige)	MET / CF6U *	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
005	P005-Rangement - Bâtiment Canards - Sol - Plancher - Ragréage+colle revêtement plastique	Matériau souple de type revêtement de sol (gris) (clair)	MET / UGT2 *	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
		Matériau de type colle (jaune) n°1(ii)	MET / UGT2 *	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
		Matériau souple de type revêtement de sol (marron)	MET / UGT2 *	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 4 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Ouest
 4 Chemin des Maures, CS 60134
 33172 Gradignan, FRANCE
 Tél: +33388916531; +33 (0) 5 57 96 41 20 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>
 S.A.S. au capital de 961 600 € RCS Bordeaux SIRET 795 147 487 00032 TVA FR43 795 147 487 APE 7120B

ACCREDITATION N°
 1- 5840
 Portée disponible sur
www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-KC-004111-01 Date d'émission de rapport : 23/01/2025 2:25 Page 3/4
 Dossier N° : 25K001932 Date de réception : 21/01/2025 Date d'analyse : 22/01/2025
 Référence dossier Client:
 FH21A25B A - Réserve Ornithologique - Maison de la Nature du Teich rue du Port 33470 LE TEICH - PARC NATUREL DES LANDES DE GASCOGNE

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
		Matériau de type colle (jaune) n°2 ; matériau semi-dur de type ragréage (marron) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	MET * / UGT2	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
006	P006-Rangement - Bâtiment Canards - - Murs et plafonds - Enduit de jointoiement de bandes entre plaques de plâtre	Matériau de type peinture (rose) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau souple fibreux de type papier, carton (marron) ; matériau semi-dur de type plâtre (blanc)	MET * / CF6U	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
		Matériau souple fibreux de type papier, carton (marron)	MOLP * / Z2J2	2 / 2 *	- *	Fibres d'amiante non détectées *
007	P007-Réfectoire bâtiment principal - Sol - Plancher Tapis d'entrée - Colle de carrelage+chappe	Matériau dur de type carrelage, faïence (gris) (clair) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) (foncé) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	MET * / CF6U	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
008	P008-Hall bâtiment principal - Sol - Plancher Tapis d'entrée - Chappe	Matériau de type peinture (gris) ; matériau dur de type ciment (gris) (granulaire) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (gris) (clair)	MET * / CF6U	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Observation(s) couche(s)

- (i) Ce résultat a été confirmé par plusieurs prises d'essais concordantes.
- (ii) La totalité de la couche a été utilisée pour rendre le résultat. Une contre-analyse sera impossible.

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 4 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Ouest
 4 Chemin des Maures, CS 60134
 33172 Gradignan, FRANCE
 Tél: +33388916531; +33 (0) 5 57 96 41 20 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>
 S.A.S. au capital de 961 600 € RCS Bordeaux SIRET 795 147 487 00032 TVA FR43 795 147 487 APE 7120B

ACCREDITATION N°
 1- 5840
 Portée disponible sur
www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-KC-004111-01 Date d'émission de rapport : 23/01/2025 2:25 Page 4/4
Dossier N° : 25K001932 Date de réception : 21/01/2025 Date d'analyse : 22/01/2025
Référence dossier Client:
FH21A25B A - Réserve Ornithologique - Maison de la Nature du Teich rue du Port 33470 LE TEICH - PARC NATUREL DES
LANDES DE GASCOGNE

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-MOLP-WO24083) en vue d'une identification des fibres au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) selon le guide HSG 248 - annexe 2.

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO22725) en vue d'une identification des fibres au Microscope Electronique à Transmission (MET) selon parties utiles de la norme NFX 43-050.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables** inférieure à la limite de détection. ** Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0.2 micromètre (µm)"; "Fibres d'amiante non détectées" au MET s'entend comme : " aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection."

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et /ou en MET) est de 0.1% en masse.

NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et à l'arrêté du 1er octobre 2019, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs. La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par MET indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.

NB 5 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18), Arrêté du 25 juillet 2022 (JOFR n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10).

NB 6 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.



Nathan Pouquette
Chef de Groupe

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 4 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations reportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole ".

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Ouest
4 Chemin des Maures, CS 60134
33172 Gradignan, FRANCE

Tél: +33388916531; +33 (0) 5 57 96 41 20 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>
S.A.S. au capital de 961 600 € RCS Bordeaux SIRET 795 147 487 00032 TVA FR43 795 147 487 APE 7120B

ACCREDITATION N°
1- 5840
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



Tableau récapitulatif ZPSO

ZPSO	Sondage	Local	Élément	Matériau / Produit	Descriptif	Critères ayant permis de conclure
		Hall bâtiment principal	Plancher Tapis d'entrée	Chappe		Résultat d'analyse (P008)
		Réfectoire bâtiment principal	Plancher Tapis d'entrée	Colle de carrelage+chappe		Résultat d'analyse (P007)
		Salle d'eau/WC Chambre 3.1 - Bâtiment Echassiers	Plancher	Colle de carrelage		Résultat d'analyse (P001)
			Murs	Colle de faïence		Résultat d'analyse (P002)
		Salle d'eau/WC Chambre 1.1 - Bâtiment Canards	Plancher	Colle de carrelage		Résultat d'analyse (P003)
			Murs	Colle de faïence		Résultat d'analyse (P004)
		Rangement - Bâtiment Canards	Plancher	Ragréage+colle revêtement plastique		Résultat d'analyse (P005)
			Murs et plafonds	Enduit de jointoiement de bandes entre plaques de plâtre		Résultat d'analyse (P006)



SYNTHESE DES ATTESTATIONS

RAPPORT N° FH21A25B

Attestation sur l'honneur

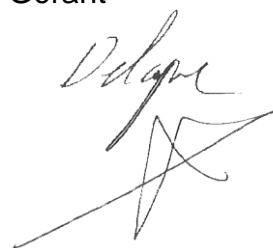
Conformément à l'article R.271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, je soussigné, Laurent DELAYRE, atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des articles L.271-6 et disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostic Technique (DDT).

Ainsi, ces divers documents sont établis par une personne :

- *présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés (les différents diagnostiqueurs possèdent les certifications adéquates – référence indiquée sur chacun des dossiers),*
- *ayant souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions (montant de la garantie de 300 000€ par sinistre et 500 000€ par année d'assurance),*
- *n'ayant aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents constituant le DDT.*

Nous vous prions d'agréer, l'expression de nos salutations distinguées.

Laurent DELAYRE
Gérant



Attestation d'assurance

Votre Assurance
► RCE PRESTATAIRES



SARL AAC AGENCE ATLANTIC CONTR
50 RUE CHAPELET
64200 BIARRITZ FR

AGENT

SARL COTE BASQUE ASSURANCE
CENTRAL FORUM LE FORUM
10 PLACE ANDRE EMLINGER
64100 BAYONNE
Tél : 0559310606
Fax : 0559310381
Email :
AGENCE.COTEBASQUEASSURANCE@AXA.FR
Portefeuille : 0064011244

Vos références :

Contrat n° 11084297004
Client n° 3458189204

ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :

SARL AAC AGENCE ATLANTIC CONTR
50 RUE CHAPELET
64200 BIARRITZ

est titulaire d'un contrat d'assurance N° 11084297004 ayant pris effet le 01/01/2024.

Le présent contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant à l'assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, ainsi que les clients, du fait de l'établissement des seuls documents figurant dans la liste ci-après et exigés respectivement :

1/ En cas de vente d'un bien immobilier au titre de la constitution du dossier technique, et visés aux 1° à 7° de l'article L 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation :

2/ En cas de location de bâtiments à usage principal d'habitation et de livraison de bâtiments neufs au titre de la constitution du dossier de diagnostic technique visé à l'article 3-3 de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée

- ☐ Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique ;
- ☐ L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique ;
- ☐ L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ☐ L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ☐ L'état des risques naturels, miniers et technologiques prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article
- ☐ Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 131-1 du Code de la Construction et de l'habitation ;

1D052620250117



1/3

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- ❑ L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ❑ L'information sur la présence d'un risque de mэрule prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation

En complément de l'article 1.1 des Conditions générales, ce contrat permet à l'assuré de satisfaire à l'obligation d'assurance de responsabilité civile professionnelle instituée par l'article R271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation relatif aux diagnostics techniques.

La garantie du contrat est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré lorsqu'il réalise à titre accessoire ces mêmes constats et diagnostics en dehors de la constitution du dossier technique.

Autres activités garanties :

La garantie du contrat est également étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant à l'assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris les clients du fait de :

L'établissement des certificats de surface (Loi Carrez) prévu par la Loi n°96-1107 du 18 décembre 1996 et son décret d'application n° 97-532 du 23 mai 1997.

- ❑ . Infiltrométrie : Mesure de perméabilité à l'air
- ❑ Qualification 8711 : Mise en place d'un système de mesures, et réalisation des mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe des bâtiments,
- ❑ Qualification 8721 : Mise en place d'un système de mesures, et réalisation des mesures de perméabilité à l'air des réseaux aэrauliques
- ❑ Qualification 8741 : Vérifications et mesures des systèmes de ventilation ; Activité de vérification, mesures des performances et exigences pour les systèmes de ventilation mécanique dans le résidentiel neuf selon le protocole ventilation RE2020
- ❑ DPE, bâtiment Neuf avec ou sans Mention,
- ❑ Attestation fin travaux RT2012 / RE2020,

Diagnostic assainissement.

Diagnostic décence ou certificat d'habitabilité des logements.

Copropriétés existantes et mise en copropriété notamment rédaction du règlement de copropriété, calcul des tantièmes, plans de la copropriété, calcul des charges, diagnostic technique global (Loi Allure 24 03 2014).

Mesures des surfaces louées selon la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 dite loi BOUTIN.

Etats des lieux locatifs (des parties privatives) selon la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989.

L'établissement des états de conformité de la sécurité des piscines conformément à la loi n° 2003-9 du 3 janvier 2003 et du décret d'application n°2003 -1389 du 31 décembre 2003 (art. L. 128-1 à 3 et R. 128-1 à 4 du code de la construction et de l'habitation).

DTA

DAPP

AMIANTE AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION

AUDIT ENERGETIQUE

Le PPT - Le Plan Pluriannuel de travaux

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/3

Le diagnostic et le conseil relatifs à la gestion des Produits, Equipements, Matériaux, et des Déchets issus de la démolition ou de la rénovation des bâtiments dans le cadre de la mise en place d'une économie circulaire (PEMD 2022)

A L'EXCLUSION DE TOUTE ACTIVITE DE MAITRISE D'ŒUVRE OU AMO SOUMISE A DECENNALE BATIMENT

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2025 au 01/01/2026 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à BAYONNE le 17 janvier 2025
Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/3

Montant des garanties et des franchises

Les montants d'indemnisation et les franchises sont fixés par sinistre, sauf lorsque la mention « par année d'assurance » figure au tableau ci-dessous.

Lorsque le montant de la garantie est fixé par année d'assurance, il s'entend quel que soit le nombre de sinistres touchant une même année d'assurance. Il s'épuise au fur et à mesure des règlements effectués.

Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties » ainsi qu'il est précisé à l'article 5.3 des conditions générales.

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES	FRANCHISES par sinistre
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après) Dont :	9.000.000 € par année d'assurance	
<input type="checkbox"/> Dommages corporels	9.000.000 € par année d'assurance	NEANT
<input type="checkbox"/> Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	1.200.000 € par année d'assurance	380 €
<input type="checkbox"/> Dommages immatériels non consécutifs autres que ceux visés par l'obligation d'assurance	500.000 € par année d'assurance	10 % Mini : 750 € <i>Maxi : 5.000 €</i>
<input type="checkbox"/> Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150.000 € par sinistre	10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 €
Autres garanties :		
Faute inexcusable (dommages corporels) (Article 3.1 des conditions générales)	2.000.000 € par année d'assurance dont 1.000.000 € par sinistre	380 €
Tous dommages relevant d'une obligation d'assurance	1.500.000 € par année d'assurance dont 800.000 € par sinistre	10 % Mini : 750 € Maxi : 5.000 €
Les risques environnementaux (Article 3.4 des conditions générales) :		
Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont :	750.000 € par année d'assurance 100.000 € par année d'assurance	400 € 400 €
Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale		
Défense (Article 4 des conditions générales)	Inclus dans la garantie mise en jeu	Selon la franchise de la garantie mise en jeu
Recours (Article 4 des conditions générales)	20.000 € par litige	Seuil d'intervention: 380 €

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

4/3

Certificat de compétences



Certificat N° C2779

Monsieur Frédéric HENRY

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 et / ou PR16 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :



Etat des installations intérieures d'électricité	Certificat valable Du 31/10/2023 au 30/10/2030	Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification.
Amiante avec mention	Certificat valable Du 17/10/2022 au 16/10/2029	Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification.
Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 18/10/2022 au 17/10/2029	Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	Certificat valable Du 17/10/2022 au 16/10/2029	Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique individuel	Certificat valable Du 06/12/2022 au 05/12/2029	Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique.
Etat des installations intérieures de gaz	Certificat valable Du 07/11/2022 au 06/11/2029	Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification.

Date d'établissement le dimanche 01 septembre 2024

Marjorie ALBERT



Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.
Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le site internet de LCC QUALIXPERT www.qualixpert.com.

F09 Certification de compétence version N 010120

LCC 17 rue Borel - 81100 Castres
Tél. : 05 63 73 06 13 - www.qualixpert.com
SAS au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018